

Léger FOURIS

*et les évènements du 13 octobre 1943
dans la région de SINGLES (63)*

Fils légitime de Pardoux FOURIS et d'Antoinette BERNARD, Jean Camille Léger FOURIS est né le 22 novembre 1895 à Saint-Donat (63), commune de naissance de sa mère.

Son père, demeurant au lieu-dit Perret, est maire de Singles de 1904 à 1909.

Marié à Jeanne SAUVAT en 1914 puis veuf, Léger FOURIS se marie en secondes noces avec Anna Antoinette RANVIER (dite Antonine) le 24 avril 1920 à Singles. Celle-ci, originaire du village de La Guinguette, est née le 7 avril 1901 à Port-Dieu de Jean RANVIER et de Marie SAUVAT et exerce la profession de débitante. Deux filles sont issues du couple : Raymonde en 1924 et Renée en 1928.

Marchand de vin à La Guinguette, Léger FOURIS est élu maire de Single en 1929 ; il est réélu en 1935 et maintenu en fonction en 1940¹.

* * *

En 1939, la commune de Singles est composée d'un bourg de 200 habitants et de 300 autres habitants disséminés dans une vingtaine de hameaux. Les principales ressources sont alors l'exploitation des mines de charbon de La Guinguette (jusqu'en 1951), l'agriculture et la sylviculture.

Suite à l'occupation de la zone libre le 11 novembre 1942 puis à la création du Service du Travail Obligatoire le 16 février 1943, la Résistance se développe en Auvergne, région dont on dénombre 800 maquisards à l'automne 1943 ; le canton de Tauves fait partie de la future zone F.F.I. n°3 dont le chef civil est un docteur de Bourg-Lastic, Willy MABRUT², membre des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.) de la région 6 (Auvergne) dont le Puy-de-Dôme est alors dirigé par le futur « Colonel GASPARD » : Emile COULAUDON³.

* * *

¹ 65 des 473 conseils municipaux du Puy-de-Dôme sont dissous sous l'occupation et remplacés par des délégations spéciales ou des conseils municipaux nommés par arrêté du ministre de l'Intérieur ; en 1942-43, plus d'une centaine de conseillers municipaux sont démissionnaires, la plupart étant suspectés de connivence avec la III^{ème} République ou membres de la S.F.I.O. accusés à tort d'être communistes

² Alias « Tonton » et « Charles », né le 7 juin 1907 à Areines, docteur en médecine, décédé en 1978, Médaille de la Résistance

³ Alias « Rocher » et « Colt », né le 29 décembre 1907 à Clermont-Ferrand, directeur commercial, chef régional des F.F.I. d'Auvergne à partir de mars 1944, décédé le 1^{er} juin 1977 à Clermont-Ferrand, Compagnon de la Libération

Jusqu'à présent, l'attitude des maires et des gendarmes du canton à l'égard des Résistants apparaît comme bienveillante mais la vie de la commune de Singles et de son maire Léger FOURIS va prendre une tournure tragique le mercredi 13 octobre 1943 avec la venue de la police allemande (S.D.⁴) de Vichy dans la région de Messeix et de Singles suite à une dénonciation.

Octobre 1943 est un mois où les opérations de répression menée par les polices françaises et allemandes s'intensifient en Auvergne. Le chef du KdS de Vichy, le hauptsturmführer S.S. Hugo GEISSLER⁵ se forge une sinistre réputation avec les exactions commises par les Sonderkommando du S.D. de Clermont-Ferrand⁶ et de Vichy⁷. Le 1^{er} octobre, 32 militaires de l'Etat-major de la 13^{ème} région à Clermont-Ferrand sont raflés par les membres de ces unités ; Le commandant de la compagnie de gendarmerie du Puy-de-Dôme, le chef d'escadron Antoine FONTFREDE, est arrêté avec les principaux chefs régionaux de l'Organisation de Résistance de l'Armée. Le 10, André AALBERG alias « Jean-Louis », chef du réseau Mithridate pour la zone sud, est grièvement blessé lors de son arrestation à Clermont-Ferrand. Le réseau est démantelé au cours des semaines suivantes. Sont arrêtés le 22 à Rochefort-Montagne l'agent « retourné » Georges MATHIEU⁸ et le 26 le responsable des M.U.R. pour la ville de Clermont-Ferrand Nestor PERRET⁹. Ce nouveau fait d'arme entraîne une réaction de vengeance de la part de la Résistance avec une recrudescence des coups de main, des attentats et des exécutions de collaborateurs.

* * *

Fin septembre 1943, le groupe « Pierre », un maquis dissident de l'Armée Secrète de Haute-Corrèze, quitte Touves (19) afin de rejoindre les maquis d'Auvergne. Il s'installe successivement dans une ferme de Gioux, puis une ferme de Paillonnet et enfin dans une maison isolée de Perret. Ce groupe se compose d'une quarantaine de maquisards¹⁰ vêtus de blousons et de canadiennes provenant des chantiers de jeunesse. Par ailleurs, leur chef¹¹ a déjà des contacts avec des habitants et deux gendarmes de la brigade de Tauves. Léger FOURIS met cependant en garde « Pierre » à l'égard du président communal de la Légion Française des Combattants qui ne jouit pas d'une bonne réputation dans la région...

Au cours de leur séjour à Singles, les maquisards organisent un défilé dans le bourg et déposent devant le Monument aux Morts une gerbe de fleurs portant une pancarte sur laquelle est inscrit l'hommage « L'armée de la Libération à nos camarades de 1914-1918. Le maquis corrézien » sous les applaudissements des témoins. Cet événement est d'ailleurs l'occasion de réunir la municipalité et la population autour d'un vin d'honneur. Les maquisards rendent service à cette dernière en aidant par roulement au ramassage des pommes de terre ; en contrepartie, Léger FOURIS leur livre quelques litres de vin.

⁴ SicherheitsDienst ou service de sécurité (dénommée à tort Gestapo)

⁵ Chef de la SIPO-SD de Vichy, né le 25 février 1908 à Strasbourg, abattu à Murat (15) le 12 juin 1944 par la Résistance

⁶ Créé le 1^{er} octobre 1943, composé d'auxiliaires français tels MATHIEU et dirigé par BLUMENKAMP à la célèbre villa René au 2 bis avenue de Royat à Chamalières. Le S.D. de Clermont-Ferrand est dirigé par TOROCK à l'hôtel Majestic, place Gaillard

⁷ Dirigé par Jany BATISSIER⁷ (alias capitaine SCHMIDT) et rattaché au S.D. de Vichy, ce service se compose des volontaires français BEAUDOIS, Henri BLESLE, Paul DANTON, FETTIG, Paul Armand MONTEILLARD, NEYROUD, Armand SERY...

⁸ Né le 28 avril 1920 à Clermont-Ferrand, membre du mouvement « Combat », condamné à mort et fusillé le 12 décembre 1944

⁹ « Serge » se suicidera entre les mains de ses bourreaux le lendemain ; né le 5 décembre 1900 à Veauche, responsable du « Noyautage des Administrations Publiques » en Auvergne, médaille de la Résistance (R)

¹⁰ Un groupe de « 45 résistants F.T.P.F. » selon un rapport du 26 juillet 1946 de la Délégation régionale du service de recherche des crimes de guerre ennemis. Il est doté de deux camionnettes, d'une cuisine roulante, de revolvers, de mitraillettes, de grenades et d'un fusil-mitrailleur. Ce groupe progresse en septembre 1943 par décrochages successifs du camp du bois Laborde (Saint-Angel) à La Bessette (19), Thalamy puis Touves

¹¹ Il s'agirait de René TOLLET ou de Pierre GAYTON selon Gérard OZANNE in « *Larodde dans l'Auvergne résistante* »

Mais la présence d'un tel groupe ne peut longtemps rester discrète... d'autant que des cadres et des jeunes déserteurs alsaciens affectés au groupement 22 des chantiers de jeunesse de Messeix¹² sont également suspectés d'aider les maquis¹³.

Dans l'après-midi du 12 octobre, un « mouchard »¹⁴ de la Luftwaffe d'Aulnat survole en rase-mottes les villages de La Guinguette et de Perret¹⁵. Inquiétés par ce vol, les maquisards reçoivent le même jour confirmation de la mise en œuvre d'une opération d'envergure à leur endroit.

En effet, deux jeunes hommes venus de Vichy en train et conduisant des vélos sont arrêtés près du campement. Ils reconnaissent rapidement être venus afin de repérer les lieux en échange de leur liberté par la milice¹⁶. L'alerte est donnée et le groupe « Pierre » quitte les lieux au cours de la nuit en direction de Larodde.

* * *

Malgré l'approximation des heures données par les témoins, le déroulement des faits suivants nous est connu grâce à l'ouvrage des abbés THIEL et GRANGE, « *Singles et les paroisses avoisinantes* », et aux archives¹⁷ des deux enquêtes judiciaires ouvertes après la Libération concernant l'arrestation de Léger FOURIS :

Le 13 octobre 1943, vers 4 heures, deux colonnes composées de motos, de camions et de véhicules légers blindés allemands se dirigent vers Messeix et Singles par les routes nationales 89 (Bourg-Lastic) et 122 (Tauves).

Des éléments de la première colonne inspectent l'école de Messeix où enseigne alors au Cours complémentaire Alfred PABIOT¹⁸ puis prennent possession des baraquements du groupement 22. Les autres éléments établissent à partir de 5 heures des barrages au sud de Messeix et contrôlent les identités des habitants, notamment des ouvriers en route pour les mines. Averti par Charles FERDERSPIELD¹⁹, André FRANC²⁰ court cacher chez Charles DALAN²¹ à Messeix des tracts provenant d'un parachutage allié. Les deux résistants, maquisard de la trentaine de VEDRINE dit « Itou », décident ensuite d'avertir Léger FOURIS mais ils rencontrent en cours de route des soldats allemands. Faisant mine de ramasser des pommes de terre, ils sont interrogés puis conduits par camion jusqu'à deux autres prisonniers : Joseph MECMAYER²² et Pierre

¹² Le groupement 22 dit « La Tour d'Auvergne » puis « Joffre » en 1941 se situe à Messeix et ses devises sont « Par nous, il renâtra » puis « Obstinément ». Créé en septembre 1940, il est dirigé par le lieutenant-colonel Alphonse VAN HECKE jusqu'en décembre 1940 (devient commissaire régional des Chantiers de Jeunesse d'Afrique du Nord) puis par le commissaire ANDRIEUX avant sa dissolution le 30 novembre 1943. Le dépôt, installé à proximité de la gare de Savennes, est visité en septembre 1943 par les maquisards informés du départ prochain de jeunes pour les Landes

¹³ ...et que la région n'est pas aussi boisée qu'aujourd'hui

¹⁴ De type Fieseler Storch Fi-156

¹⁵ Des témoins se rappellent encore de l'insistance avec laquelle les pilotes scrutaient les lieux

¹⁶ D'autres témoins affirment qu'il s'agissait de résistants venus les avertir de la dénonciation de leur maquis

¹⁷ Archives départementales du Puy-de-Dôme – cote 908 W 131 – dossier n° 1283 ouvert le 27 septembre 1945 composé de rapports de la brigade de gendarmerie de Tauves postérieurs à septembre 1944, toutes les archives antérieures ayant été détruites sur place à la Libération, et de diverses pièces de la procédure diligentée par le lieutenant DELAIRE, puis les capitaines DARMOUD et GREGOIRE pour le Tribunal militaire de Clermont-Ferrand

¹⁸ Alors responsable des résistants sédentaires du secteur de Messeix, futur commandant « Martial » et chef militaire de la zone F.F.I. n°3 de Bourg-Lastic à partir du 12 août 1944, né le 15 juin 1908 à Pontaumur, Médaille de la Résistance (Rosette)

¹⁹ Commissaire adjoint du groupe de commandement des chantiers de jeunesse, résistant

²⁰ Coiffeur à Messeix, né le 29 septembre 1920 à Saint-Etienne, déporté le 24 janvier 1944 à Buchenwald, matricule 42 624, affecté au Kommando Gustlof (Weimar), rapatrié

²¹ Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, de La Bourboule, né le 14 mai 1920 au Mont-Dore, déporté le 24 janvier 1944 à Buchenwald puis le 22 mai 1944 à Mauthausen, matricule 42 622, rapatrié

²² Garagiste à Messeix, né le 15 décembre 1924 à Messeix, déporté le 24 janvier 1944 à Buchenwald puis le 16 février 1944 à Dora, matricule 42 357, rapatrié

BOUTIN²³. Arrêtés sans motif connu, les quatre hommes sont gardés alignés au garde-à-vous jusqu'à 11 heures puis conduits à la prison militaire du 92^{ème} régiment d'Infanterie de Clermont-Ferrand après un détour à celle de Riom.

À Savennes, les soldats allemands achètent quelques objets dans le débit de tabac de Mme GIRAUD-BERTRAND. Après leur départ, celle-ci constate le pillage de sa boutique par la troupe de passage²⁴.

Concernant le groupement 22, les jeunes installés dans des baraquements isolés sont prévenus par téléphone vers 4 heures de la venue imminente des soldats allemands. Cependant, ces derniers auraient eu connaissance de cet appel et de la fuite de nombreux jeunes vers les gorges de la Dordogne. Situé près de la gare de Savennes, le dépôt est cerné et 180 cadres et jeunes sont arrêtés. Trois jeunes -dont l'identité est inconnue- tentant de s'enfuir sont grièvement blessés par balle ; les soldats interdisant de leur porter secours, ils ne seront transportés et soignés à Clermont-Ferrand qu'après le départ des allemands de la région à 16 heures.

Les prisonniers seront envoyés à la caserne d'Assas de Clermont-Ferrand puis contraints à des travaux de terrassement au camp d'aviation d'Aulnat. Ils seront détachés le 20 novembre 1943 à la manufacture d'armes de Tulle puis libérés avec leur contingent grâce à l'intervention personnelle du commissaire général des Chantiers de jeunesse, le général Paul DE LA PORTE DU THEIL.

Quant à la deuxième colonne, celle-ci vient de Tauves par la route départementale 29 et se déplace en direction de Singles.

À 6 heures, une quarantaine de soldats allemands encerclent les villages de Péressanges et de Perret tandis qu'un groupe se dirige directement vers la ferme occupée jusqu'à présent par le groupe « Pierre ». Trouvant les lieux abandonnés, les soldats auraient alors tiré des coups de feu en l'air afin d'effrayer les habitants. Les portes sont défoncées à coups de crosse et de brodequin avant que la population de Perret ne soit rassemblée dans le pré de Jean-Baptiste RAUCHE. Tandis que les habitants attendent pendant plusieurs heures en ce lieu, les soldats, dont le chef semble parler couramment français, perquisitionnent les maisons en vidant les tiroirs et en jetant les objets au sol. Certains habitants se voient suspectés d'appartenir à la Résistance en raison de la couleur verte de leurs vêtements ou de la détention de mèches d'explosif provenant des mines de charbon.

Perret est également le théâtre de l'exécution d'un habitant au cours de l'opération ; Michel GUILLAUME et sa famille demeurant à l'écart du hameau, deux soldats se rendent en courant vers leur ferme et entrent dans la pièce commune. Là, ils déplient un plan de la région et demandent au chef de famille où se trouve le refuge des maquis. Répondant que les hommes du maquis ont quitté le pays depuis quelques jours, Michel GUILLAUME ajoute ignorer complètement leur refuge actuel. Les soldats lui demandent alors si tel lieu est bien une maison. Malgré un « oui » incertain de M. GUILLAUME, les soldats quittent les lieux et se dirigent vers une dépendance située à dix mètres de la ferme et occupée par Ernest GUILLAUME. Là, ils forcent une serrure et cassent plusieurs vitres et tuiles à coups de mitraillette. Affolés par le

²³ Dit « Napoléon », mineur, de Savennes, né le 27 janvier 1909 à Saint-Ours-les-Roches, déporté le 24 janvier 1944 à Buchenwald, matricule 43 176, décédé le 24 février 1944 au camp de Flossenbourg

²⁴ Elle portera plainte le 15 octobre 1943 auprès de la brigade de gendarmerie de Messeix pour le vol de tabac, d'objets et de flacons d'eau de toilette, de bouteilles de liqueur, de maroquinerie, de portes-monnaie, de blagues à tabac et de portes-billets, soit un préjudice de 2.000 francs de l'époque dont elle ne sera évidemment jamais indemnisée

crépitemment de la rafale, la famille GUILLAUME tente de sortir de leur ferme mais et est refoulée par plusieurs soldats. Lorsque la fusillade cesse, Michel et son fils Ernest GUILLAUME sont réunis et conduits hors de la ferme mais, craignant d'être fusillé, ce dernier²⁵ saisit et jette le fusil d'un soldat avant de prendre la fuite à travers champ. Il est abattu de deux balles dans la nuque et le ventre à 300 mètres de la ferme de ses parents.

Au même instant, Jean DUBOIS²⁶ rejoint les habitants puis, de peur également d'être fusillé, cherche à s'enfuir, les mains en l'air, à travers champs. Suite aux sommations, une sentinelle tire plusieurs rafales de mitraillette dont une balle traverse le cou de M. DUBOIS de part en part. Il sera conduit vers 10 heures 30 par Jean BRUGIERE à Tauves où il pourra être soigné par le docteur GODONECHE.

Vers 7 heures, Michel GUILLAUME rejoint les autres habitants de Perret tandis que son épouse Anne et sa fille sont interrogées par les soldats qui leur demandent si elles ont caché « des hommes au pantalon vert ». Les 29 habitants de Perret, adultes ou enfants, sont également questionnés quant à la présence des maquisards dans la région. Les enfants de la famille AUBERT sont d'ailleurs alignés contre un mur et menacés lors de leur interrogatoire par un soldat armé d'un fusil. Un habitant de Perret, M. RAUCHE, est retenu pendant plusieurs heures avant d'être relâché.

Au terme des perquisitions vers midi, trois agents du S.D. en civil, encadrés par deux soldats allemands, surgissent dans le village. Sont alors réquisitionnés par un soldat Eugène VERGNOL et la famille d'Ernest GUILLAUME afin d'enterrer celui-ci sur les lieux de son meurtre. Indigné par cet ordre, l'un des hommes chuchote en patois « Laissons le dire et attendons qu'il soit parti » ; le corps est finalement transporté jusqu'à la ferme familiale.

En début d'après-midi, le détachement, parfaitement renseigné, descend à La Guinguette où ils découvrent et saccagent la gerbe déposée par « Pierre » devant le Monument aux Morts. Les habitants sont questionnés par les soldats et les hommes en civil. Au prétexte de rechercher le maire, ceux-ci fouillent les maisons. Huit allemands dont deux en civil²⁷ se rendent également chez Léger FOURIS dont la maison se situe sur la route d'Arpiat ; là, ils y trouvent son épouse et ses deux filles. Quelques heures auparavant, Léger FOURIS avait pu être prévenu de la présence des allemands sur la commune par le directeur des mines de Singles VERGNOL ; ce dernier lui proposera de se cacher dans un de ses puits mais Léger FOURIS refusera par crainte des représailles envers sa famille et la population.

Antonine FOURIS leur déclare que son époux est parti à la mairie pour une réquisition. Après avoir exigé que le maire se présente à eux, ils partent en voiture en direction de la gare d'Arpiat avant de revenir au domicile de Léger FOURIS à La Guinguette. Des soldats descendent alors du véhicule et menacent son épouse d'être fusillée avec ses filles et d'incendier sa maison si elle ne retrouve pas immédiatement le maire ou s'il ne se constitue pas prisonnier. La perquisition de la maison conduit à la découverte de munitions de guerre de type Lebel conservées ici depuis plus de quinze ans, reliquat de l'époque où Léger FOURIS était président d'une société de tir.

Entre temps, les deux civils du S.D. et un soldat poursuivent leur route vers la mairie où ils se présentent vers 15 heures. Le soldat, armé d'une mitraillette, et les deux policiers allemands sont

²⁵ Né le 3 mai 1905 à Singles, cultivateur

²⁶ Né le 15 août 1879 à Singles, cultivateur

²⁷ Dont le capitaine GEISSLER selon Mme FOURIS, ce qui paraît inexact

reçus par l'institutrice, Mme LELEU ; l'un d'eux menace alors de mettre le feu à l'école en remarquant l'absence du portrait du maréchal PETAIN. En revanche se trouve encore en bonne place la Marianne républicaine.

C'est à ce moment que Léger FOURIS arrive chez lui par un sentier. Il est aussitôt contrôlé, conduit dans sa chambre au 1^{er} étage, interrogé et brutalisé. Accusé d'avoir aidé des « terroristes » en leur procurant du vin, il est notamment frappé à coups de crosse de fusil dans la nuque en montant l'escalier. Au terme d'un interrogatoire sommaire mais musclé, ses bourreaux demandent à son épouse de lui remettre une veste avant son départ.

Au cours de l'après-midi, à Serre, des soldats allemands arrêtent et brutalisent également l'exploitant forestier RANVIER, accusé d'avoir aidé des terroristes.

Léger FOURIS est amené dans la soirée au 10 rue Péliissier, la prison militaire du 92^{ème} régiment d'infanterie à Clermont-Ferrand. Les troupes allemandes quittent la région le lendemain.

Au cours de leur séjour à la prison militaire, Charles DALAN, Léger FOURIS, André FRANC et RANVIER sont questionnés sur l'organisation de la Résistance locale. Brutalisés, ils gardent pourtant le silence. Léger FOURIS partage sa cellule avec Gaston VALDENER²⁸, coiffeur à Yssingaux.

Au bout de 45 jours d'emprisonnement et avec la complicité du chef MACHON, cadre du groupement 22, Léger FOURIS, Charles DALAN, André FRANC et RANVIER tentent de s'évader de la caserne d'Assas par un soupirail. Seul le dernier parvient à ses fins avant que les sentinelles ne remarquent son évasion ; il est cependant atteint de quatre balles au cours de sa fuite.

Le 15 décembre 1943, Léger FOURIS est transféré au camp de Royallieu-Compiègne. Il y retrouve ses compagnons de détention avant d'être déporté au camp de concentration de Buchenwald dans le convoi du 19 janvier 1944. Il y reçoit le matricule 40.470 et est affecté au petit camp (block 57 puis 61). Souffrant de phlegmon à une jambe, il est envoyé à l'infirmerie du camp à partir de mars 1944. Il y décède le 16 juin 1944 d'une pleurésie²⁹.

Anna Antoinette FOURIS recevra quelques mois plus tard une carte écrite en allemand indiquant que son époux aurait favorisé des terroristes en leur vendant du vin et en leur « ayant permis de faire la bombe ». Il sera également reproché à Léger FOURIS d'avoir laissé la gerbe de fleurs des maquisards devant le Monument aux Morts.

* * *

L'après-midi du 14 octobre 1943, Ernest GUILLAUME est inhumé en présence d'une assistance fort nombreuse et indignée par la conduite de l'occupant à Singles. « Pierre » et six de ses hommes présentent les armes au passage du cercueil à l'entrée de l'église. L'un d'entre eux dépose sur sa tombe une croix de Lorraine en bois³⁰.

En l'absence du maire, Marcel VERGNOL est nommé président de la délégation spéciale. Représentant de la Résistance dans la commune, il est désigné président du Comité Local de

²⁸ Né le 20 octobre 1912 à Yssingaux, déporté le 16 décembre 1943 à Buchenwald, matricule 38 557, rapatrié

²⁹ Archives du mémorial du camp de Weimar-Buchenwald

³⁰ Cf. *Témoignage* de Louis JUILLARD

Libération de Singles par le Comité Départemental de Libération en septembre 1944 avant d'être élu maire le 13 mai 1945 et ce, jusqu'en 1949.

Dans une lettre en date du 27 décembre 1944, Marcel VERGNOL informe le Comité Départemental de Libération du Puy-de-Dôme de l'existence de bandes de voleurs masqués sur l'étendue du canton de Tauves. Suite au cambriolage de la maison de la mère de Léger FOURIS ainsi que de M. et Mme DUBOIS à Perret dans la nuit du 18 au 19 novembre 1944, le président du C.L.L. de Singles réclame l'attribution d'une motocyclette aux gendarmes de la brigade de Tauves³¹. Cette brigade, composée alors de cinq gendarmes, est commandée par le chef PERRON.

En mai 1945, une messe est célébrée à la mémoire de Léger FOURIS en présence de nombreuses délégations des communes environnantes. Un cortège se rend ensuite au monument aux Morts où suite à un émouvant discours est déposée une plaque commémorative en marbre blanc rappelant le sacrifice d'un maire pour ses administrés.

Le 14 octobre 1945, un hommage est à nouveau rendu à Ernest GUILLAUME au cours duquel un monument érigé à sa mémoire par souscription est inauguré à Perret. Marcel VERGNOL, le conseiller général Claude BERNARD et le maire de Tauves Paul BOYER soulignent dans leurs discours l'innocence de la victime³² et la barbarie de ses bourreaux.

Le 14 septembre 1946, la dénonciation des convictions politiques du maire de Singles par la Légion Française des Combattants en 1943 est révélée dans un article du journal de la Résistance « Le M.U.R. d'Auvergne » intitulé « Le ver dans le fruit de France ».

En application de l'article 3 de l'ordonnance N° 452561 du 30 octobre 1945³³, l'acte de décès de Léger FOURIS est dressé le 23 septembre 1947 par l'officier d'état civil au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

En 1948, la population de Singles rend un ultime hommage à son ancien maire par une souscription permettant l'édification d'un monument se dressant encore aujourd'hui à proximité du carrefour de La Guinguette.

Cette même année est érigée une croix en bois en bordure du pré où a été abattu Ernest GUILLAUME.

Léger FOURIS était titulaire de la carte de déporté-résistant ; Gabriel MONTPIED³⁴ attestait à son sujet le 19 avril 1952 qu'il était chef de liaison du docteur MABRUT. La médaille de la Résistance lui a été attribuée à titre posthume en 1958³⁵. Il a récemment été déclaré « Mort pour la France »³⁶ et « Mort en Déportation »³⁷.

* * *

³¹ Archives départementales du Puy-de-Dôme – 165 W 49

³² Ernest GUILLAUME a été amputé d'un bras suite à un accident de chasse

³³ Paru au Journal Officiel du 31 octobre 1945

³⁴ Alias « Gaël » puis « colonel Monique », succède à Nestor PERET à la tête des M.U.R. de Clermont-Ferrand, chef des maquis de la région 6, né le 29 septembre 1903, agent de maîtrise en métallurgie, syndicaliste, maire de Clermont-Ferrand de 1944 à 1973, sénateur du Puy-de-Dôme de 1959 à 1974, décédé le 9 janvier 1991

³⁵ Par décret du 11 juillet 1958 (paru au Journal Officiel du 16 juillet 1958)

³⁶ Décision du 22 décembre 2004 (n° 02/04) de la direction interdépartementale des Anciens Combattants - Auvergne

³⁷ Arrêté du 18 mars 2003 du Secrétaire d'État aux Anciens Combattants (paru au Journal Officiel du 6 mai 2003)

Plusieurs hypothèses quant à l'auteur de la dénonciation du groupe « Pierre » ont été formulées :

- L'épouse d'un directeur de mines du secteur pour d'obscures raisons
- L'épouse d'un ingénieur travaillant à la construction du barrage de Bort-les-Orgues, habitant la région et assassiné à coups de couteau dans le train entre Singles et Bort.
- Un adjoint de « Pierre », capturé par la suite au Moulin du Lac le 1^{er} décembre 1943 par la police, déporté et revenu

Il apparaît cependant avec certitude que l'opération a été décidée par le KdS de Vichy³⁸ avec la participation du kommando spécial du S.D. vichyssois dirigé par Jany BATISSIER³⁹.

Bien que l'effectif du groupe « Pierre » ai pu être majoré par le dénonciateur, les témoignages de l'époque font également état de la présence de 2.000 soldats sur un secteur de 20 km². L'ordre d'informer délivré par le général commandant la 8^{ème} région militaire le 16 octobre 1946 du chef de meurtres non justifiés par les lois et les usages de la guerre vise ainsi les militaires allemands du S.D. de Clermont-Ferrand (dirigé par TOROCK) et de Vichy, d'un bataillon d'instruction de la 189^{ème} division d'infanterie stationné à Riom et de plusieurs éléments de la Luftwaffe d'Aulnat (sous les ordres du colonel ETZAR et du major BAMBACH).

Par ailleurs, les rares archives conservées dans les dépôts publics établissent que Léger FOURIS et son conseil municipal faisaient l'objet d'une surveillance attentive de la part de la Légion Française des Combattants⁴⁰. En effet, à partir de décembre 1942, le délégué communal à la propagande de la Légion⁴¹ dénonce dans plusieurs lettres le maire et son conseil municipal au président départemental Gilbert SARDIER⁴² :

³⁸ Un rapport en date du 5 avril 1945 du sous-préfet de Vichy FERRAND mentionne que Léger FOURIS était inconnu des services de la police française de cette ville. Contrairement à certains témoignages, il paraît peu probable que le capitaine GEISSLER se soit trouvé en personne sur les lieux lors de l'opération du 13 octobre 1943

³⁹ Entendu après guerre, BATISSIER déclarera tout ignorer, affirmant ne pas avoir participé à l'opération. Il sera condamné à mort et fusillé en avril 1946.

⁴⁰ Officiellement créé le 29 août 1940, ce mouvement regroupe et unifie les différentes associations d'anciens combattants. Implantée dans chaque commune, ses présidents nationaux sont François VALENTIN puis Raymond LACHAL, maire d'Ambert. La Légion est présidée dans le Puy-de-Dôme par le docteur Raymond GRASSET puis l'ancien as de la Grande guerre et président fondateur de l'Aéro-Club d'Auvergne Gilbert SARDIER, dont la villa avenue Thermale à Royat sera plastiquée le 1^{er} octobre 1943. Ce département dénombre en septembre 1941 29.632 adhérents ayant prêté serment au maréchal PÉTAIN. Son siège clermontois est transféré en février 1942 au 2 boulevard Desaix. Cette organisation, faisant l'apologie de la Révolution nationale et de la régénérescence de la Nation prônée par le chef de l'Etat Français, est à l'origine du Service d'Ordre Légionnaire en janvier 1942 puis de la Milice française en janvier 1943. Réunissant le plus souvent des membres soucieux de bénéficier de divers avantages ou d'avoir l'assurance de pas avoir « d'histoires », seuls les éléments les plus engagés sont encore adhérents de la Légion fin 1943. Par ailleurs, l'élitisme revendiqué par celle-ci a pour conséquence de renforcer l'incrédulité des paysans à l'égard de ses membres

⁴¹ Singles dépend du district de Tauves, canton rattaché à l'arrondissement « montagne » d'Issoire-Clermont. Le secteur sera inspecté les 13 mars, 10 avril, 6 novembre 1943 et 30 avril 1944 par les cadres de la L.F.C. lors de tournées de propagande. Dans un rapport de janvier 1944, le service civique relèvera également que « durant le mois écoulé, de fréquents déplacements ont été effectués par les services civiques pour régler certains litiges entre présidents de section et municipalités » dans la région de Tauves, Larodde, Cros... (les 11 et 12 janvier 1944)

⁴² En Haute-Loire, la Légion dresse en 1941 une liste des maires « douteux » dont certains s'étaient offusqués des prétentions et de l'ingérence de certains délégués communaux dont la plupart d'entre eux étaient des laissés-pour-compte du suffrage universel. Le préfet BACH ne voulant pas destituer les élus suspectés, la Légion transmet la liste à la milice en 1943 qui se chargera de l'arrestation de plusieurs d'entre eux. Aussi, l'historien Eugène MARTRES constate que la Légion est parfois « l'instrument de mesquines rivalités de villages, de revanches électorales, voire même de basse délation » envers les socialistes, communistes, israélites, francs-maçons, gaullistes, étrangers, défaitistes ou autres membres de catégories présumées opposées à la Révolution nationale. Par l'intermédiaire du président départemental et du directeur général de la Légion à Vichy, les responsables légionnaires, les présidents de délégations spéciales et les concurrents politiques ou commerciaux malheureux sont d'ailleurs pour le S.D. de Vichy de précieuses sources de renseignement sur les réfractaires et les résistants ; en contrepartie, ces informateurs reçoivent une prime de 5.000 francs de l'époque. Cf. *L'Auvergne dans la tourmente* d'Eugène MARTRES

« Singles, le 8 décembre 1942,

Monsieur le président,

En ma qualité de légionnaire, ancien combattant, délégué communal à la propagande, je vous adresse inclus copie d'une correspondance échangée avec M. le maire de Singles ainsi que copie d'une lettre que j'adresse ce jour à M. le préfet du Puy-de-Dôme⁴³.

Pour compléter votre opinion, j'affirme sous la foi du serment que M. le maire de Singles, S.F.I.O., est un admirateur passionné des Blum, Briand, Staline et consorts, absolument opposé à l'œuvre de rénovation entreprise par notre vénéré chef, le maréchal PETAIN.

Pourquoi conserve-t-on autant de vers dans le « fruit de France ? » Il me semble qu'une enquête rapidement et discrètement menée auprès des éléments légionnaires sains, dans la commune et particulièrement auprès du président communal, devrait être concluante sur la moralité de cet individu.

Il y a à Singles des éléments sains qui pourraient accepter la délégation.

Je fais appel à vos sentiments de justice et d'équité que je sais grands pour donner à cette lamentable situation la suite qu'elle comporte et je vous adresse M. le président mon salut fraternel et légionnaire. »

« Singles, le 19 décembre 1942,

Mon cher président,

Je réponds à votre lettre du 12 courant me demandant quelques renseignements sur le maire de Singles.

Certes c'est un bien drôle de légionnaire.

J'en avais déjà parlé au docteur GRASSET au début de la formation de la Légion.

Remplissant les fonctions de légionnaire combattant, il cache sous cette étiquette sa vraie figure S.F.I.O. où sous l'ancien régime, il avait prit en main les jeunes, faciles à convaincre, ceux qui aujourd'hui ne viennent pas à nous. Il est là, leur montrant que l'œuvre entreprise par notre vénéré chef ne peut vivre (certes cela se passe dans le huis clos).

Il reste bien entendu un admirateur des dirigeants du régime défunt, « un esprit malin ». Voici tout ce que je peux vous informer avec impartialité.

Croyez, mon cher président, à nos sentiments très légionnaires. »

Ces deux courriers restant sans effet, une nouvelle lettre est adressée par le comité local au président SARDIER en 1943 :

« Nous rencontrons de très grandes difficultés dans la commune de Singles au sujet du redressement que nous désirons obtenir. Jusqu'à ce jour, nous avons l'impression que l'œuvre de redressement nécessaire et fort désirée par le chef de l'Etat est contrecarrée par FOURIS, maire de Singles.

Nous lui reprochons de garder ses idées communistes et de manœuvrer les jeunes contre les idées saines. Plusieurs hommes sensés et loyaux sont de cet avis.

D'autre part, il y a eu chez M. le maire qui tient un restaurant un bal qui a pris fin au petit jour et cela deux dimanches consécutifs⁴⁴.

Si nous n'obtenons aucun résultat de nos récriminations, nous désespérerons de faire quelque chose et nous serons persuadés que le Gouvernement est incapable ou bien ne veut pas agir.

Donc, dans ce cas, il perd notre confiance, la confiance des hommes de bonne volonté, des élites. »

⁴³ Le préfet de région étant alors Paul BRUN et le préfet délégué du Puy-de-Dôme, Honoré GUERIN

⁴⁴ Sachant que les bals publics, même sur une propriété privée sont alors interdits dans le département

Au sujet de la Légion Française des Combattants, les archives départementales conservent pour chaque commune les listes des « légionnaires » et des « volontaires de la Révolution nationale ». Ainsi, on dénombre 41 adhérents en 1942 sur la commune de Singles dont le maire Léger FOURIS.

L'un de ces légionnaires, ingénieur IEG installé temporairement au bourg de Singles, dénonce la municipalité au printemps 1943 comme s'agissant d'un conseil « communiste, briandiste, blumiste... ». Dans une lettre du 25 mars 1946, le maire VERGNOL rapporte l'existence d'une missive de cet individu aux termes ambigus en date du 30 janvier 1944 et adressée à la fille aînée de Léger FOURIS :

« Ma chère Raymonde,

Il me serait pénible que tu puisses supposer une seconde que je n'ai pas tenu la promesse que je t'avais faite. Quels que soient les dissentiments que j'ai pu avoir avec ton pauvre papa, je tiens encore à te redire que je le considère quand même comme un homme injustement puni par un concours malheureux de circonstances, qui ne mérite pas le sort qui lui est fait. Voici trois visites que je fais à son sujet, sans résultat immédiat, tout au plus m'a-t-on promis de revoir et reconsidérer son dossier.

Je conserve quand même l'espoir de le tirer de là et ai même promis une caution si satisfaction m'était donnée. Je te tiendrai au courant du suivi. Pour éviter toute interprétation à mes lignes, dans un pays où la langue des gens est la plus dangereuse des choses, je te demande de ne communiquer ma lettre qu'à ta maman et à tes frères et sœurs.

Je pense que vous avez des nouvelles régulières de papa et qu'il peut arriver à améliorer sa situation grâce à vos colis.

Dis, je te prie, mes hommages à ta mère et crois, ma chère Raymonde, à mes sentiments affectueux et dévoués. »

Cette suspicion ne pourra jamais faire l'objet d'une enquête complémentaire, le service de recherche des crimes de guerre ennemis n'ayant pas compétence sur les agissements des nationaux sous l'Occupation.

* * *

Le groupe « Pierre » continuera d'être traqué. Un rapport de la brigade de gendarmerie de Tauves indique ainsi que les militaires de cette unité sont préoccupés par l'activité des réfractaires dans les bois de Puy-Derrière à l'est de Larodde. Par ailleurs, ils indiquent que les opérations menées à Singles le 13 octobre 1943 n'ont donné aucun résultat car les gens parlent avec réticence et disent ignorer le refuge des maquisards⁴⁵. Le 23 octobre, un maquisard du groupe de nationalité polonaise, Téofil STACHERSKI, meurt d'une péritonite à Puy-Derrière à l'âge de 23 ans.

Finalement, le groupe se scindera en plusieurs bandes dont certaines retourneront en Corrèze. Le groupe resté fidèle à « Pierre » disparaîtra lors de l'opération menée par la police française et l'intendant MAYADE au Moulin du lac (Larodde) le 1^{er} décembre 1943. Ce jour-là, les Gardes Mobiles de Réserve arrêteront cinq hommes qui seront déportés à Dachau⁴⁶; cinq autres maquisards parviendront à fuir⁴⁷ et à rejoindre les rangs du maquis de « Tonton » à Larfeuille. Quant à « Pierre », il disparaîtra dans des circonstances restées encore mystérieuses à ce jour.

⁴⁵ Cf. *À nous, Auvergne !* de Gilles LEVY & Francis CORDET

⁴⁶ François DARACHE, Manuel HERNANDEZ, André KLEIN et R. THIERRY

⁴⁷ Jean AGRANIER, A. BEFFARA, G. BORZEIX, Jacques CHAVASTELON, Georges GUIRAL et J. TOUQUET

Les habitants de la région de Singes auront ainsi vécu des jours particulièrement tragiques et payé un lourd tribut face à la barbarie nazie⁴⁸. Malgré leur patriotisme et leur attachement à la liberté et à la démocratie, des hommes et des femmes auront été traqués et opprimés par des voisins sans scrupule complus dans l'intolérance et l'aveuglement diffusés par l'Etat français et l'occupant.

Afin que soit sauvegardé le souvenir de leur combat et de leur sacrifice pour la libération de la France, l'ensemble de la société, en particulier les jeunes générations, doit plus que jamais participer à la défense et à la transmission des valeurs démocratiques ayant motivé l'engagement de ces combattants ; cette participation doit se traduire par une prise de conscience collective de ses devoirs de citoyen, une vigilance de tous les instant contre l'intolérance et une recherche constante de la vérité historique.

À sa modeste façon, cette biographie de Léger FOURIS est une contribution à l'égard de la citoyenneté, une qualité défendue avec tant d'abnégation par ce valeureux parent.

Thibault FOURIS

Principales sources publiées consultées :

Singes et les paroisses avoisinantes, abbés THIEL & GRANGE

1939-1945, Larodde dans l'Auvergne résistante, Gérard OZANNE

Témoignage, Louis JUILLARD

Les ciseaux du destin, André FRANC

À nous Auvergne, Gilles LEVY et Francis CORDET

L'Auvergne dans la tourmente, Eugène MARTRES

L'armée secrète en Haute-Corrèze 1942-1944, Louis LE MOIGNE & Marcel BARBANCEYS

Principales sources non publiées consultées :

Zone III : ceux de Larfeuille, Maurice FARGEIX

La journée du 13 octobre 1943 à Singes, la répression d'un engagement, Thibault FOURIS

Dépôts d'archives consultés :

Archives départementales du Puy-de-Dôme

Service Historique de la Gendarmerie Nationale

*
* *
*

⁴⁸ Le Ministère des Anciens Combattants dénombre pour le département du Puy-de-Dôme 1.689 déportés dont 833 sont rentrés